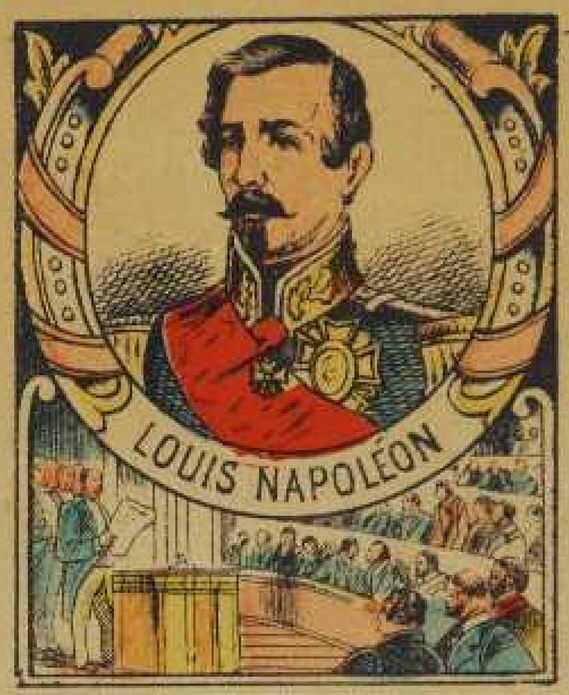
IMAGERIE NOUVELLE

HISTOIRE DE FRANCE

FEUILLE N° 19

L'archevêque de Paris, Mgr AFFRE suivi de ses grands vicaires, se dirigea vers la place de la Bastille pour exhorter les insurgés à déposer les armes. Un coup de feu tiré par un ouvrier le blessa mortellement. L'archevêque porté chez le curé des Quinze-Vingts mourut en disant : « Puisse mon sang être le dernier versé »

Le général CAVAIGNAC triompha de l'insurrection et l'Assemblée lui confia de nouveau le pouvoir exécutif, avec le titre de président du Conseil des ministres. L'Assemblée décréta ensuite qu'un président de la République serait élu par le suffrage universel. Puis le 12 novembre, la Constitution fut promulguée sur la place de la Concorde.



Le prince LOUIS-NAPOLÉON, fils de LOUIS roi de Hollande et neveu de l'empereur NAPOLÉON avait été élu représentant dans plusieurs départements. C'est lui que le peuple choisit encore pour président de la République par 5,434,226 suffrages ; aux termes de la Constitution ses pouvoirs devaient durer 4 ans.

Le 13 mai 1849, l'Assemblée législative remplaça la Constituante. Le 7 avril, le général OUDINOT, duc DE REGGIO, avec une division française débarquait à Civita-Vecchia, pour secourir le pape PIE IX contre la République. Mais il fallut s'arrêter devant le nombre trop supérieur des volontaires de GARIBALDI.

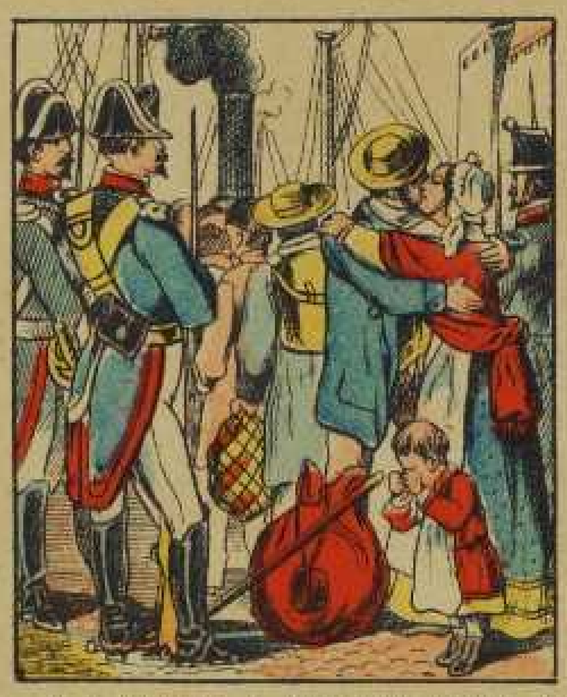
L'armée française fut alors portée à près de 30,000 hommes ; les opérations du siège de Rome commencèrent le 3 juin ; le 13, l'armée commença à ouvrir une brèche et le 21, deux bastions furent enlevés. GARIBALDI se retira avec 4,500 hommes dans la nuit du 2 au 3 juillet et le 4, l'armée française entra dans la ville.

Des dissentiments éclataient entre l'assemblée et le prince président. Dans la nuit du 1er au 2 décembre 1851, à la suite d'une réception à l'Elysée, il opéra un coup d'état. MAUPAS, BAROCHE, SAINT-ARNAUD furent ses complices ; le général ESPINASSE s'empara du palais de l'Assemblée ; CAVAIGNAC, HUGO furent arrêtés.

Le lendemain, les représentants se rendirent à l'Assemblée, mais la force armée les repoussa. Ceux qui avaient signé le manifeste d'ODILON BARROT se rendirent à la mairie du Xe arrondissement. BERRYER fit voter la déchéance du prince président et l'Assemblée nomma commandant de l'armée de Paris, le général OUDINOT.

Un grand nombre de députés furent arrêtés et conduits à la caserne du quai d'Orsay. D'autres parurent en public, ceints de leur écharpe et criant : « Aux armes ! Vive la Constitution ! » De ce nombre était BAUDIN, qui fut tué en défendant ainsi le droit, du haut d'une barricade de la rue Sainte-Marguerite.

Des barricades s'élevèrent de tous côtés ; des massacres eurent lieu sur plusieurs points. La barricade de la rue Saint-Denis résista pendant plusieurs heures au canon. Un colonel y fut tué et un régiment recula sur les boulevards, devant la résistance acharnée d'un petit nombre de républicains.



Le 5 décembre, le coup d'état accompli, les arrestations commencèrent. Quelques départements prirent les armes et furent soumis à une dure répression. Les chefs républicains et les plus opposants furent déportés, des commissions mixtes poursuivirent tous ceux qui avaient voulu défendre la République.

Le prince entreprit un voyage triomphal dans les départements. Bordeaux dépassa le zèle des autres villes ; invité à un banquet par la chambre du commerce, le 7 octobre, il prononça un discours resté célèbre, où il disait : « L'empire, c'est la paix » A son retour à Paris on le salua du cri de : « Vive l'empereur »

Le peuple fut appelé à se prononcer. 7,824,189 suffrages ratifièrent le sénatus-consulte qui proposait le rétablissement de la dignité impériale ; le 1er décembre les grand corps de l'Etat vinrent l'offrir au prince LOUIS-NAPOLÉON qui prit le titre de NAPOLÉON III (2 déc. 1852).

Le Sénat vota à l'Empereur une liste civile de 25 millions et une dotation annuelle de 1,500,000 fr. aux princes et princesses de sa famille. Le 29 janvier 1853, il épousa MARIE-EUGÉNIE DE MONTIJO, comtesse DE TÉBA. Le mariage fut célébré en grande pompe à Notre-Dame de Paris.

GUERRE DE CRIMÉE (1854). MASSACRES DE SINOPE. — Depuis longtemps la Russie cherchait une occasion de s'emparer d'une partie du territoire ottoman. Après quelques combats sur les bords du Danube avec les Turcs, la flotte russe sortit de Sébastopol et le 30 novembre, elle anéantit l'escadre turque à Sinope ; 14 navires de guerre et 5,000 hommes furent engloutis dans la mer.

Ce massacre exaspéra l'Europe. La France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à la Russie. Un corps de 30,000 hommes, sous le commandement de SAINT-ARNAUD, fut envoyé à Gallipoli rejoindre l'armée anglaise commandée par LORD RAGLAN ; les alliés partirent pour Varna, mais le choléra décimant les troupes, on résolut pour s'y soustraire de marcher sur la Crimée.

BATAILLE DE L'ALMA. — Les armées alliées sous le commandement des généraux SAINT-ARNAUD et LORD RAGLAN, marchèrent sur Sébastopol, appuyées par la flotte. Le 20 septembre, le mouvement d'ensemble eut lieu, les généraux BOSQUET et CANROBERT contribuèrent à la prise des hauteurs de l'Alma ; le prince MENSCHIKOFF dut battre en retraite. Les Français firent des prodiges de valeur dans cette mémorable bataille.

M. VAGNE. Imprimeur-Éditeur à Pont-à-Mousson Déposé

http://www.digibib.tu-bs.de/?docid=00000478